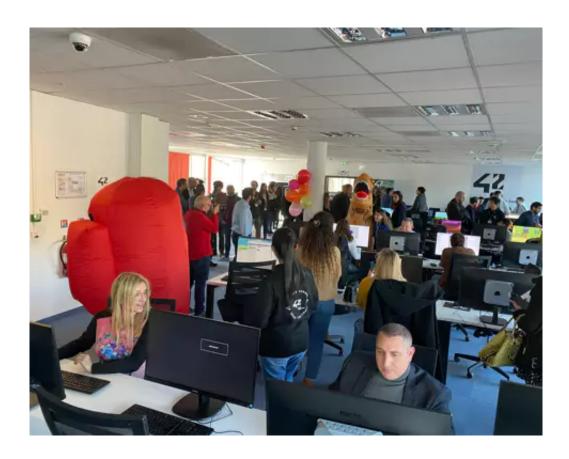
La justice prononce la liquidation de l'Ecole 42 Nice



A.F.

L'ombre de ce scénario planait sur le campus ouvert en octobre 2020 au 61 avenue Simone-Veil, dans le quartier Nice-Méridia. Cette école d'informatique aux méthodes novatrices était en cessation de paiement depuis le 13 juin. Le tribunal de commerce l'avait placée en redressement judiciaire le 26 juin, et avait désigné un administrateur judiciaire.

Le sort de l'Ecole 42 Nice a été débattu le 17 juillet lors d'une audience devant le tribunal judiciaire. La chambre des procédures colletives a rendu son délibéré ce lundi. "Le tribunal judiciaire de Nice a notifié le jugement de liquidation de l'association 42 Nice", a indiqué son directeur, Rachid Abarki, ce lundi soir à Nice-Matin. Une information confirmée par le tribunal judiciaire.

Gestion en question

Les motivations du tribunal ne sont pas encore connues. Pour Rachid Abarki, "la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Ecole 42 Nice (avec ses 400 étudiants) résulte de la soudaine décision de la Région Sud et de la Métropole Nice Côte d'Azur de ne plus verser les subventions indispensables à la poursuite de son activité, en faisant injustement des reproches sur la gestion de l'association".

L'association était en effet dans le viseur des collectivités partenaires. Le 7 juillet, dans un communiqué commun, la Région et la Métropole pointaient "des soupçons d'importantes irrégularités présumées de gestion". De son côté, la maisonmère Ecole 42 évoquait "un cas exceptionnel à Nice, campus géré par un partenaire indépendant, où a été relevé un problème de gouvernance et des dysfonctionnements".

"Une école en pleine expansion"

L'Ecole 42 a été fondée par l'homme d'affaires Xavier Niel, propriétaire de l'opérateur Free et actionnaire majoritaire du groupe Nice-Matin via sa holding NJJ. Elle compte une dizaine d'antennes en France, une cinquantaine dans le monde.

"Cette décision survient en pleine expansion de l'école", déplore Rachid Abarki, rappelant que l'Ecole 42 Nice s'est classée au quatrième rang mondial des écoles de codage.

Il "conteste les reproches, les irrégularités et/ou prétendues erreur de gestion" et entend s'appliquer à "rétablir la vérité".